

**GROUPEMENT DE COMMANDES DES
ETABLISSEMENTS PUBLICS DU MORBIHAN**

ETABLISSEMENT COORDONNATEUR :

Collège BEAUMANOIR
48, Rue de Redon
BP119
56804 PLOERMEL CEDEX
Tél : 02.97.97.22.61 – Courriel : groupt.commande-56@ac-rennes.fr

REPRESENTANT DE L'ETABLISSEMENT
COORDONNATEUR :

Mme Nelly DANET

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché n°M126: PRODUITS LAITIERS ET OVOPRODUITS

du 1^{er} Février 2026 au 31 Janvier 2027

(Articles R2124-1 et R2162-1 à R2162-6 du Code de la Commande Publique)

POUR LE 7 Juillet 2025 à 18h00

Les plis déposés après cette date et heure limites seront éliminés.

PREAMBULE.....	3
ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE II - PROCEDURE DE PASSATION	3
ARTICLE III - ALLOTISSEMENT DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE IV - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE.....	4
ARTICLE V – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE VI – FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	4
ARTICLE VII – VARIANTES	4
ARTICLE VIII – CONTENU DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE IX – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
ARTICLE X – REMISE DES ECHANTILLONS.....	7
ARTICLE XI – CONDITIONS DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES...	7
ARTICLE XII – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
ARTICLE XIII – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
ARTICLE XIV – PROCEDURE DE RECOURS	10
ANNEXES	Erreur ! Signet non défini.



PREAMBULE

Présentation de la démarche Bien Manger et des enjeux

Dans le cadre de l'élaboration d'un schéma des achats économiquement responsables, voté en Juin 2019, le Conseil régional de Bretagne a initié des démarches d'animation par filière, destinées à assurer la déclinaison opérationnelle de la politique d'achat régionale. « Bien Manger dans les lycées » en est la première application. Facilitant le dialogue entre les acheteurs publics et les opérateurs privés, le projet bien manger dans les lycées a pour objectif une alimentation de qualité et de proximité en restauration collective avec en priorité :

- la mise en œuvre du schéma des achats économiquement responsables,
- un approvisionnement de qualité et de proximité en matière de denrées alimentaires dans les lycées publics bretons
- une rationalisation des achats, dans un souci d'équilibre économique
- une optimisation de l'organisation de la commande publique dans le domaine concerné.

Retrouver [ici](#) le schéma des achats économiquement responsables

En outre, dans le cadre de la loi EGalim (loi issue des Etats généraux de l'alimentation) promulguée le 1er novembre 2018, les objectifs suivants ont été fixés :

- Payer le juste prix aux producteurs pour leur permettre de vivre dignement de leur travail
- Renforcer la qualité sanitaire, environnementale et nutritionnelle des produits
- Favoriser une alimentation saine, sûre et durable pour tous.

Afin d'y parvenir, des mesures réglementaires sont à mettre en œuvre au sein de la restauration collective. Les restaurants scolaires doivent ainsi proposer au 1er janvier 2022 au moins 50% de produits de qualité et durables dont au moins 20% de produits bio et sont tenus, s'ils servent plus de 200 couverts par jour en moyenne, d'intégrer dans leurs menus des alternatives à base de protéines végétales.

Les adhérents du groupement de commandes du Morbihan soulignent aussi leur souhait d'approvisionnement de qualité et de proximité en matière de denrées alimentaires.

Le coordonnateur du groupement de commandes entend, à ce titre, renforcer le développement des produits directement issus de l'agriculture, les filières de proximité et ceux de qualité. Les candidats sont invités à proposer des offres répondant à ces objectifs et à mettre en œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés des mesures pour identifier clairement l'origine des produits et assurer les niveaux de qualité exigés.

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE

La présente consultation collective a pour objet la fourniture aux adhérents du groupement de commandes Des produits laitiers et ovoproduits.

ARTICLE II - PROCEDURE DE PASSATION

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles R2124-1, R2124-2.1 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique (CCP).

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique (CCP). Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et sera exécuté par l'intermédiaire de bons de commande. Ceux-ci seront notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins. Le montant maximum de l'accord-cadre est précisé au CCAP.

ARTICLE III - ALLOTISSEMENT DE LA CONSUTATION

L'accord-cadre est décomposé en lots séparés (6 lots) :

- **Lot 1 : Lait et beurre**
- **Lot 2 : Yaourts – divers produits laitiers**
- **Lot 3 : Fromages entiers**
- **Lot 4 : Fromages portions**
- **Lot 5 : Œufs et ovoproduits**

- **Lot 6 : Produits laitiers et ovoproduits bio**

Les spécifications techniques fonctionnelles générales et particulières à chaque lot sont précisées au CCTP.

Les opérateurs économiques pourront répondre pour un, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

ARTICLE IV - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

Le code CPV principal du marché est : 15000000-8 - Produits alimentaires, boissons, tabac et produits connexes.

Les codes CPV par lot sont les suivants :

Lot	Intitulé du lot	Code CPV principal
1	Lait et beurre	15511000-3 – Lait 15530000-2 - Beurre
2	Yaourts – divers produits laitiers	15551300-8 – Yaourts 15550000-8 – Produits laitiers divers
3	Fromages entiers	15540000-5 - Fromages
4	Fromages portions	15540000-5 - Fromages
5	Œufs ou ovoproduits	03142500-3 - Oeufs
6	Produits laitiers et ovoproduits bio	03142500-3 – Œufs 15551300-8 – Yaourts 15511000-3 – Lait 15530000-2 - Beurre

ARTICLE V – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

Le délai de validité des offres est fixé à 220 jours compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE VI – FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

Chaque candidat pourra répondre individuellement ou en groupement. Dans ce cas, aucune forme de groupement n'est imposée au candidat.

ARTICLE VII – VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE VIII – CONTENU DE LA CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises comporte :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) valant détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le cadre de réponse technique et environnemental

Il est téléchargeable gratuitement sur la plateforme [Megalis Bretagne](#).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'acheteur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) (Arrêté du 30 mars 2021 – JORF n°0078 du 1er avril 2021) n'est pas joint au DCE, le titulaire étant supposé en avoir pris connaissance.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE IX – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Tout document joint à l'offre rédigé dans une autre langue doit être intégralement traduit en français.

8.1 Candidature

Conformément à l'art R2143-3 du CCP, le candidat :

- doit déclarer sur l'honneur qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction à soumissionner aux marchés publics
- doit informer sur son aptitude à exercer l'activité professionnelle considérée, et sur ses capacités économique et financière, et ou techniques et professionnelles à exécuter le marché.

Le candidat devra dès lors fournir au titre de la candidature à ce marché public.

- Interdiction de soumissionner :
 - o le candidat déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (articles L2141-1 à L2141-6 et L2141-7 à L2141-11 du CCP)
 - o le candidat certifie avoir contracté les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers
- Capacité économique, financière et technique
 - o Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
 - o Les principales références similaires à l'objet de la prestation avec l'objet, le montant du marché et les dates d'exécution
 - o Une copie de son(es) agrément(s) sanitaire(s) pour chaque lieu de préparation, transformation, manipulation et entreposage des produits d'origine animale ou des denrées en contenant
 - o Une déclaration sur l'honneur attestant que les produits d'origine animale, ou les denrées en contenant, émanant de tiers (producteurs et/ou fournisseurs) proviennent d'établissements de préparation, de transformation, de manipulation et d'entreposage disposant d'un agrément sanitaire européen ;
 - o Pour tous les produits issus de l'agriculture biologique, une copie de la certification Agriculture Biologique du soumissionnaire. (ou d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés).

Le candidat peut s'il le souhaite présenter sa candidature sous la forme du DUME.

En cas d'emploi du document unique de marché européen, conformément à l'annexe 1 au règlement d'exécution (UE) 2016/7 du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen (DUME), un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des membres du groupement. Dans ce cas, chaque DUME est rédigé en français.

« Dans l'hypothèse où les éléments constituant la candidature seraient incomplets (pièces incomplètes ou manquantes), le pouvoir adjudicateur demandera au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché, de compléter son dossier de candidature ; le soumissionnaire disposera alors d'un délai raisonnable et précisé dans la demande par le pouvoir adjudicateur à compter de la date de réception pour produire ou compléter les éléments manquants. Passé ce délai, la candidature concernée sera rejetée. »

8.2 Offre

➤ Remarques liminaires importantes :

- **Forme des offres** : le BPU devra être fourni au format exploitable (format tableur ou équivalent)

- **Etablissement des prix** : Les prix proposés au BPU sont ceux applicables 7 jours avant la date limite de remise des offres

➤ Documents constituant l'offre :

La réponse est remise en un exemplaire unique. Le candidat devra fournir les documents suivants :

- Le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) annexe 2
- Le cadre de réponse technique et environnementale pour chaque lot concerné,
- Une documentation technique pour chaque produit proposé au BPU (fiche technique ou tout autre document), devant inclure tous les éléments permettant de vérifier le respect des caractéristiques techniques souhaitées dans le CCTP, notamment :
 - le nom du produit ;
 - la liste des ingrédients et/ou le descriptif du produit incluant les valeurs nutritionnelles et le pourcentage de matières premières animales pour les produits concernés ;
 - la présence éventuelle d'allergènes suivant la réglementation en vigueur ;
 - la provenance / l'origine du produit
 - l'indication de la présence de porc ou de dérivés (ex : gélatine, graisse, boyau...) s'il y a lieu ;
 - le conditionnement ;
 - la durée de vie du produit ;
 - les conseils de mise en œuvre pour une utilisation optimale du produit.

ATTENTION : Les fiches/documents techniques de chaque produit fournis au format papier doivent être rigoureusement numérotés et classés selon l'ordre porté sur le BPU.

- Le catalogue de produits avec les tarifs de référence

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de fournir l'ensemble des éléments constituant leur offre tels que décrits ci-dessus sous peine d'irrégularité.

En outre, l'accord-cadre ne pourra être notifié que si le soumissionnaire produit dans le délai imparti les documents suivants :

- En cas de présentation seule :
 - L'acte d'engagement signé électroniquement ;
 - Et le cas échéant, le pouvoir de la personne habilitée à l'engager ;
- En cas de présentation sous la forme de groupement :
 - Si le mandataire n'a pas été habilité par tous les membres du groupement : l'acte d'engagement devra est signé par chacun des membres du groupement ;
 - Si le mandataire a été habilité par les membres du groupement : l'acte d'engagement sera signé uniquement du mandataire avec communication des mandats des autres membres du groupement l'habilitant à signer.
- Nota : En application de l'article 51-III du décret du 25 mars 2016, les candidats sont informés que l'accord-cadre ne pourra être notifié au soumissionnaire retenu que sous réserve que celui-ci produise les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, ainsi que les pièces mentionnées aux articles R 1263-12D 8222-5 ou D 8222-7 et D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, dans le délai indiqué à compter de l'envoi par l'acheteur du courriel l'informant de l'attribution du marché. Le soumissionnaire devra alors transmettre la copie des certificats attestant la déclaration et le paiement des impôts, taxes et cotisations sociales délivrées par les administrations fiscales et organismes compétents (liasse 3666 et attestation URSAFF ou P531/21/23).

Dans l'hypothèse où le soumissionnaire ne pourrait fournir ces documents dans le délai précité, son offre serait rejetée.

Le soumissionnaire dont l'offre aura été classée immédiatement après la sienne sera alors sollicité pour produire les certificats, attestations et justificatifs nécessaires, avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

En cas de groupement :

Dans le cas où le soumissionnaire ferait une offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire, les pièces administratives et techniques décrites ci-dessus concernant chaque membre du groupement devront être fournies.

Dans le cas où le soumissionnaire ferait une offre sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire.

ARTICLE X – REMISE DES ECHANTILLONS

Il n'est pas demandé de remise d'échantillons.

ARTICLE XI – CONDITIONS DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La remise des offres par voie électronique est obligatoire (la remise des offres par voie papier n'est pas autorisée).

Le candidat devra déposer sa candidature et son offre exclusivement sur le profil acheteur (plateforme <https://www.megalisbretagne.org>), avant la date et l'heure limite de remise des offres (se référer à la page de garde du présent règlement de la consultation).

La DAJ met à disposition des opérateurs économiques un guide pratique sur la dématérialisation accessible via le lien ci-après :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/20180601_Guide-MP-dematerialisation-2018-OE.pdf

10.1 – Considérations communes sur la signature électronique

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. L'heure limite retenue par la réception des plis correspondra au dernier octet reçu. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente qui ne sera pas ouverte.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

En cas d'absence de copie de sauvegarde, si un programme malveillant est détecté dans l'offre transmise par voie électronique, l'établissement coordonnateur procédera à une réparation. En cas d'échec de la réparation, l'offre sera réputée n'avoir jamais été reçue. Le candidat concerné en sera informé.

Si une copie de sauvegarde a été transmise dans les conditions requises à l'établissement coordonnateur, et qu'un programme malveillant est détecté dans l'offre transmise par voie électronique, le Syndicat mixte procédera à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Par ailleurs il convient de :

- Proscrire les accents dans les noms de fichiers et plus généralement tous les symboles et caractères spéciaux,
- Ne pas utiliser les .exe et les macros,
- Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip).

Les plis électroniques qui seraient remis ou dont l'accusé réception indiquerait une remise après la date et l'heure limite fixées sont éliminés.

Conseil aux candidats :

L'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception. Tout dépôt hors-délai sera éliminé.

Le pouvoir adjudicateur encourage donc fortement les opérateurs économiques :

- à tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission (un outil est disponible sur Megalis Bretagne)
- en cas d'envoi multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation
- à contacter le support technique de Megalis Bretagne pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés :
 - au 02.23.48.04.54
 - via le formulaire de saisie en ligne : https://www.megalisbretagne.org/jcms/mw_14303/megalis-formulaire-de-demande-jsp?dcontexte=mw_15536&dtype1=mw_15545#zoneContenu

11.2 - Modalités relatives à la signature de l'offre

Conformément aux nouvelles règles en vigueur, la signature des offres n'est plus requise au stade du dépôt des plis, **mais uniquement au moment de l'attribution du marché.**

Le pouvoir adjudicateur pourra imposer la signature électronique du formulaire ATTR11 qui matérialisera l'engagement.

Les candidats doivent donc impérativement s'équiper d'un certificat électronique, procédé d'identification fiable, répondant aux obligations applicables en la matière.

Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité à engager le candidat dans le cadre de la consultation et il doit être valide à la date de signature du contrat (voir arrêté du 12 avril 2018) .

Outils de signature et formats autorisés au stade de l'attribution :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

Conseil aux candidats : Les candidats peuvent obtenir tous les renseignements nécessaires concernant la signature électronique sur le site internet de la [Direction de la compétitivité, de l'industrie et des services](http://www.entreprises.gouv.fr/secteurs-professionnels/economie-numerique/securite-et-transaction) (<http://www.entreprises.gouv.fr/secteurs-professionnels/economie-numerique/securite-et-transaction>)

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature du profil d'acheteur (AtexoSign) -> Aucun justificatif à fournir

Le profil d'acheteur intègre un outil de signature électronique, qui permet la signature aux 3 formats réglementaires (PAdES ou XAdES). **Le format PAdES est, dans ce cadre, préconisé.**

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

Cas 2 : le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré au profil d'acheteur -> Différents justificatifs à fournir

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature PAdES ou XAdES.
- Permettre la vérification, en transmettant les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ainsi, le signataire **doit transmettre avec sa réponse électronique** les éléments suivants :

- indication de l'outil de signature utilisé :
- nom de l'outil,
- éditeur,
- description succincte (ex : site Internet de présentation)

- indication de l'outil de vérification de signature correspondant, devant être accessible par l'acheteur public
- Lien internet de récupération de l'outil ou fourniture de l'outil lui-même
- Notice d'utilisation en langue française
- Présentation d'installation : type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.
- Procédure de vérification alternative en cas d'installation ou de vérification impossible pour l'acheteur : contact à joindre, support distant, support sur site, etc.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires, en langue française.

11.3 – Date limite de remise des candidatures et des offres

La date limite de remise des candidatures et des offres est le 7 juillet à 18h00.

Tout dossier transmis après les date et heure fixées ci-dessus, sera écarté de la mise en concurrence. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de reporter la date limite fixée pour la remise des dossiers sans que les candidats puissent élever de réclamation à ce sujet.

ARTICLE XII – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

12.1 – Examen des candidatures

Conformément à l'article R2161-4 du CCP, il sera procédé à la vérification des pièces de candidature pour les seuls candidats auxquels il est envisagé d'attribuer les marchés.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

12.2 – Examen des offres

Pour les lots 1-2-3-4- 5

Critères et sous-critères	Pondération
Valeur technique <i>Dont :</i>	50%
Analyses des fiches techniques : Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des volumes estimés des commandes). L'analyse des fiches techniques portera sur le respect des calibres proposés, la valeur nutritionnelle des produits, la composition et les mentions valorisantes qualitatives	40%
Les modalités logistiques proposées notamment le minimum de commandes, les conditions de livraison et les modalités de livraison des commandes urgentes décrites au cadre de réponse technique et environnemental	10%
Prix <i>Évalué par :</i> [prix le plus bas / prix proposé par le candidat] (prix = simulation prix unitaires multipliés par les quantités figurant dans le recensement des besoins)	30%
Développement durable <i>Évalué sur la base des réponses fournies au cadre de réponse technique et environnemental</i> <i>Dont :</i>	20%
Modes de productions durables et bien-être animal	7 %
Juste rémunération du producteur	7 %

Nombre d'intermédiaires - Performance en matière de circuits-courts	6 %
---	-----

Pour le lot 6

Critères et sous-critères	Pondération
Valeur technique <i>Dont :</i>	50%
Les analyses des fiches techniques : Seront pris en compte dans l'analyse les produits les plus commandés (80% des volumes estimés des commandes). L'analyse des fiches techniques portera sur le respect des calibres proposés, la valeur nutritionnelle des produits, la composition et les mentions valorisantes qualitatives	40%
Les modalités logistiques proposées notamment le minimum de commandes, les conditions de livraison et les modalités de livraison des commandes urgentes décrites au cadre de réponse technique et environnemental	10%
Prix <i>Évalué par :</i> [prix le plus bas / prix proposé par le candidat] (prix = simulation prix unitaires multipliés par les quantités figurant dans le recensement des besoins)	35%
Développement durable <i>Évalué sur la base des réponses fournies au cadre de réponse technique et environnemental</i> <i>Dont :</i>	15%
Gestion des emballages	5 %
Nombre d'intermédiaires - Performance en matière de circuits-courts	10 %

12.3 – Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent :

- Le formulaire ATTRI 1 « Acte d'engagement » complété et signé électroniquement ;
- Les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-12 du CCP
- L'attestation d'assurance de responsabilité prévue à l'article L241-2 du code des assurances.

S'il est envisagé d'attribuer le marché à un groupement d'entreprises, deux possibilités pour la signature du formulaire ATTRI 1 :

- Soit le mandataire du groupement n'a pas été habilité à signer le marché public : tous les membres du groupement devront signer le formulaire ATTRI1.
- Soit le mandataire du groupement a été habilité à signer le marché public : seul le mandataire signe le formulaire ATTRI1. En annexe du formulaire, il communique toutefois à l'acheteur les pouvoirs lui conférant l'habilitation signée par les autres membres du groupement.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

ARTICLE XIII – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous renseignements complémentaires, adresser des demandes écrites via la plateforme de dématérialisation : <https://marches.megalisbretagne.org/>

Les demandes devront parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres. Le pouvoir adjudicateur fournira les réponses aux questions posées au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE XIV – PROCEDURE DE RECOURS

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation collective sera soumis, préalablement à tout recours, au Représentant de l'Etablissement Coordonnateur du Groupement de Commandes.
Si aucune solution n'est trouvée il est possible de faire appel à la médiation en saisissant le comité consultatif de règlement amiable des litiges :

Le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Nantes

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
(DIRECCTE) des Pays-de-la-Loire
Immeuble Skyline
22, mail Pablo Picasso
BP 24209
44042 NANTES Cedex 1
Tél : 02 53 46 79 83
Fax : 02 53 46 79 79
Mél : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

Ou de faire un recours auprès du tribunal administratif de Rennes :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES CEDEX
Tél : 02 23 21 28 28
Fax : 02 99 63 56 84
Mél : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Site : <http://rennes.tribunal-administratif.fr/> »

